

Géopolitique

L'UMA, une conjoncture de pause...!

“Le vrai politique, c'est celui qui sait garder son idéal tout en perdant ses illusions”

(John Fitzgerald Kennedy).

Réunis au Caire, en 1947, des dirigeants des mouvements nationalistes d'Afrique du Nord ont confirmé que le Maghreb est une réalité politique et géopolitique et non seulement une "expression géographique". La création du bureau du Maghreb Arabe, dans l'exil, illustra cette volonté d'institutionnaliser cet idéaltype. Depuis lors, le rêve des pères fondateurs a été mis à l'épreuve, par la pesanteur politique de l'ère postcoloniale, les priorités nationales des régimes de l'indépendance, les projets socio-économiques différentiels des Etats et les alliances qu'ils favorisèrent. Un contexte favorable permit, en 1989, un accord minimum pour construire l'Union du Maghreb Arabe et établir un secrétariat. Mais l'identité de vues des dirigeants ou plutôt leur peur d'une perte partielle de leurs prérogatives, conditionna l'œuvre ambitieuse, par sa direction par les sommets des chefs d'Etat et le processus du consensus à l'instar de la Ligue des Etats Arabes. Ne perdons pas de vue que le blocage actuel de l'UMA est conforté par son handicap originel.

Est-ce que le contexte du printemps arabe est susceptible de redynamiser l'UMA ? Les initiatives diplomatiques actuelles de la Tunisie, du Maroc et de l'Algérie mettent à l'ordre du jour un compromis en faveur de la tenue prochaine d'un Sommet et pourquoi pas d'un déblocage de la situation. Une réunion des chefs de la diplomatie des pays du Maghreb eut lieu, à cet effet, à Rabat, le 17 février 2012. Mais l'appréciation objective de la situation doit relativiser les espoirs. Dans l'état actuel de la situation, le rapprochement algéro-marocain, constitue une donnée favorable. Mais les observateurs doivent prendre en ligne de compte les subtilités des diplomaties de l'Algérie et du Maroc. Dans quelle mesure est-ce que le tournant diplomatique identifié et salué avec empressement n'est pas plus tactique que stratégique ? Fait certain, qui ne favorise pas l'optimisme, la frontière entre les deux pays reste fermée. D'autre part, un compromis sur la question du Sahara, n'est pas encore à l'horizon.

Quel est l'impact des nouveaux acteurs en Tunisie et en Libye ? Les priorités de la reconstruction nationale semblent l'emporter, dans cette phase de transition. D'autre part, Il faut tenir compte de la redéfinition géopolitique et de la révision, en conséquence, des réseaux d'alliances, des nouveaux régimes. Est-ce que le projet islamiste et les approches salafites peuvent s'accommoder de ce choix prioritaire de la maghrébinité ? En Libye, la reconstruction de l'Etat, le traitement des dérivés et la pacification des frontières, ont érigé comme priorité absolue, la mise au point d'une politique concertée de soutien à la sécurité, de tous les Etats voisins du Maghreb. Présidée par le Premier ministre libyen, la réunion rassembla des délégations d'Egypte, Tunisie, Algérie, Niger, Tchad, Mali et Mauritanie (*al-Quds el-Arabi*, 11 mars, 2012). Prenons la juste mesure de cette transgression conjoncturelle de l'aire maghrébine, dictée par la situation sécuritaire préoccupante. D'autre part, la concertation entre les pays du printemps arabe la Tunisie, la Libye et l'Egypte, à la veille du Sommet arabe de Bagdad, s'inscrirait dans une éventuelle relation privilégiée alternative.

D'autre part, les populations sont davantage préoccupées par leurs conditions de vie, l'amélioration de leur sort, intégrant rarement la solution communautaire, pour traiter les questions d'urgence. L'étude des projections de l'imaginaire collectif atteste cette occultation ou du moins cette sous-estimation du fait maghrébin. Le traitement des relations bilatérales, surtout dans les régions frontalières semble plus préoccupant. Le dépassement de la conjoncture de l'émotion devrait faire valoir la maghrébinité comme alliance de raison, Les enjeux économiques de l'aire l'attestent. Ne faudrait-il pas utiliser cette conjoncture de pause, pour assoir l'élan unitaire nord-africain, mettre en œuvre une pédagogie adéquate, susceptible de mobiliser l'opinion publique, l'acteur essentiel habilité par le printemps arabe. Cette approche permettrait d'inscrire les enjeux de l'UMA, comme priorité stratégique, nécessitant sa réactualisation, sa dynamisation et son adaptation fonctionnelle par la révision de ses mécanismes de gestion. Peut-on réussir ce défi ?

Pr. Khalifa Chater

chaterkhalifa@topnet.tn